

## [Texte]

is no doubt that the Canadian Advisory Council on the Status of Women will continue to be at the forefront in identifying, analysing, and bringing to public attention issues that have or may have an impact on women's lives.

As we continue working on a new strategic plan for the period of 1990 to 1993, council members have identified research issues in the economic, social, and legal areas. Let me give you some examples of these.

In the economic area the council will continue its work on three major research projects: the impact of taxation policies on women as participants in the paid and unpaid labour force; poverty and the working poor, which will provide a basic reference work for social policy and feminist researchers as well as policy-makers; and a major study on the lives and experiences of 250 women entrepreneurs across the country. The findings of this study will enable the council to develop recommendations to help policy-makers understand the forces that create and sustain entrepreneurship, and to develop proposals that will better support women who are starting their own businesses.

In addition, a selection of continuing and emerging economic issues proposed for study by the council includes income security, labour adjustment policies, work and family responsibilities, and employment equity.

Among the social issues that the council will continue to study are the lives and experiences of racial minority women in Canada, the evolving nature of Canadian families, and the status of home-making in today's society, with an outline of the various gaps in policies and support services available to homemakers.

A selection of emerging social issues proposed for study by the council includes health and women's well-being; housing and homelessness; education, training, and the advancement of women's ways of learning; women and sports; and the environment.

Finally, in the legal area the council will continue to study reproductive health issues and constitutional guarantees of equality. A selection of issues proposed for study by the council includes women and family law reform; women and politics; and women's freedom from violence.

Every effort will be made in every research project to ensure that the special needs of all women are addressed, including aboriginal women, immigrant and racial minority women, and women with disabilities.

The Canadian Advisory Council on the Status of Women was formed out of a struggle for justice in this country. But as a movement it has to be truly committed to equality. Its members must work for justice and equity for all groups, and that has not always been the case in the women's movement.

## [Traduction]

abordons les années 90, il n'y aucun doute que le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme continuera à être à l'avant-garde pour identifier, analyser et faire connaître au public les questions qui ont ou qui peuvent avoir des répercussions sur la vie des femmes.

Tandis que nous continuons à travailler à notre nouveau plan stratégique pour la période de 1990 à 1993, les membres du Conseil ont constaté qu'il était nécessaire de faire des recherches dans les domaines économique, social et juridique. Permettez-moi de vous donner quelques exemples.

Dans le domaine économique, le Conseil continuera à travailler à ces trois principaux projets de recherche: les répercussions de la politique d'imposition sur les femmes en tant que membres de la population active payée ou non; la pauvreté et les travailleurs pauvres, ce qui constituera un travail fondamental de référence pour la politique sociale et à l'intention du personnel de recherche féministe aussi bien que des décideurs; enfin une étude importante sur la vie et l'expérience des 200 femmes chefs d'entreprises du Canada tout entier. Les résultats de cette étude permettront au Conseil de mettre au point des recommandations en vue d'aider les décideurs à comprendre les forces qui créent et encouragent l'entrepreneuriat, et de faire des propositions pour mieux aider les femmes qui lancent leur propre entreprise.

De plus, toute une série de questions économiques permanentes et nouvelles que le Conseil se propose d'étudier sont notamment la sécurité du revenu, les politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre, les responsabilités professionnelles et familiales et l'équité en matière d'emploi.

Parmi les questions sociales que le Conseil continuera à étudier figure la vie et l'expérience des femmes appartenant aux minorités ethniques du Canada, la nature évolutive de la famille canadienne et la situation des femmes au foyer dans la société d'aujourd'hui; on insistera sur les diverses lacunes existant dans les politiques et les services d'aide s'adressant aux femmes au foyer.

Parmi les nouvelles questions de nature sociale que le Conseil se propose d'étudier figurent la santé et le bien-être des femmes; le logement et les sans-abri; l'enseignement, la formation et l'amélioration des possibilités d'apprentissage pour les femmes; les femmes et le sport; et l'environnement.

Enfin, dans le domaine juridique, le Conseil continuera à étudier l'hygiène de la reproduction et les garanties constitutionnelles d'égalité. Les autres questions que le Conseil se propose d'étudier sont notamment les femmes et la réforme du droit de la famille; les femmes et la politique; et une vie sans violence pour les femmes.

Nous ferons le maximum pour que chaque projet de recherche porte effectivement sur les besoins particuliers de toutes les femmes, y compris les femmes autochtones, les immigrantes et les femmes appartenant aux minorités ethniques; et les femmes handicapées.

Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme est né de la lutte pour la justice dans notre pays. Mais en tant que mouvement, il se doit d'oeuvrer véritablement pour l'égalité. Ses membres doivent travailler pour la justice et l'équité de tous les groupes, ce qui n'a pas toujours été le cas dans les mouvements féministes.